



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Macon Cedex 9

Mâcon, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER (Ex GDE)

ZI des Bruyères
71000 Mâcon

Références : CM/NM/2025/M_247
Code AIOT : 0024700069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement PURFER (Ex GDE) implanté ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 22/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale ayant pour objectif de lutter contre les trafics illégaux de déchet notamment par le déploiement de la filière REP auprès des centres VHU. L'inspection permet également de vérifier des points de traçabilité des déchets dans le cadre d'une action à portée régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER (Ex GDE)

- ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0024700069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploite des installations de :

- tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux,
- traitement de déchets non dangereux (cisailage de déchets de métaux),
- stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Registre des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	Demande d'action corrective	15 jours
7	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-45	Demande d'action corrective	1 mois
8	Vérification de la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Entreposage des pièces et fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
5	Remise des	Arrêté Ministériel du 02/05/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	VHU traités à un broyeur ou autre centre VHU agréé	article Annexe 1.4	
6	Bordereau de suivi (carcasses, tonnages)	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.13	Sans objet
9	Taux de réutilisation et recyclage minimum des matériaux issus des VHU	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.11	Sans objet
10	Entreposage des VHU avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet
11	Dépollution, démontage, découpage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42	Sans objet
12	Gestion des batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet
13	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet
15	Empilement des véhicules dépollués	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le centre VHU PURFER de Mâcon respecte bien ses obligations de contractualisation avec un éco-organismes. Certains points de traçabilité des déchets doivent être améliorés comme la déclaration dans Trackdéchets des bordereaux de suivi des déchets dangereux portant sur des véhicules hors d'usage, ainsi que la complétude et la fiabilisation des données déclarées annuellement dans l'outil GEREPP concernant les déchets entrants et sortants du site.

Le système de stockage des batteries, classiques et lithium, doit être remis en conformité (conteneurs fermés et résistance au feu).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :</p> <p>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;</p> <p>2° La dépollution des véhicules ;</p> <p>3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis son contrat datant de janvier 2025 avec l'éco-organisme «Recycler mon véhicule » qui est en charge de la gestion des Véhicules Hors d'Usage (VHU) et des batteries de véhicules électriques pour le compte des producteurs de voitures particulières, de camionnettes, de véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur et de batteries de véhicules électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L.325-8 du code de la route</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, il n'y a pas de facturation au détenteur du VHU à la prise en charge de son véhicule pour dépollution par le centre VHU. Suivant les cas de figure, le détenteur peut même être rémunéré pour l'apport de métal que constitue la prise en charge du véhicule.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Registre des VHU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage, la quantité de tonnes ou m³, la raison sociale et le SIRET de l'expéditeur, le code de traitement prévu - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;

<ul style="list-style-type: none"> - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
<p>Constats :</p> <p>Ce registre recense tous les véhicules apportés par les professionnels et les particuliers. La consultation de ce registre a été demandée lors de l'inspection pour les années 2024-2025 mais elle n'a pas été possible car, selon l'exploitant, l'extraction du registre doit être effectuée par le service informatique.</p> <p>Par ailleurs, lors de l'inspection, le registre de police qui recense les apports de véhicules par les particuliers a été consulté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le registre des véhicules hors d'usage reçus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Registre déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1</u></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>[...] b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ; [...]

Article 2

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

[...] b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; [...]

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les registres des déchets entrants et sortants pour les années 2024 et 2025 :

- sur le registre des déchets entrant figurent notamment les VHU non dépollués apportés par les professionnels (code déchets 16 01 04* véhicules hors d'usage) ;
- sur le registre des déchets sortant figurent les VHU dépollués (code déchets 16 01 06 véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux).

Non-conformité : les registres tels que présentés ne contiennent pas toutes les informations exigées par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 : il manque la dénomination usuelle du déchet, et l'information concernant le caractère POP du déchet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le registre avec les informations exigées par l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Remise des VHU traités à un broyeur ou autre centre VHU agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou,

<p>sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat, dès lors que le transfert de ces déchets hors du territoire national est réalisé conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</p> <p>- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les informations consultées dans SYDEREP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 284 carcasses ont été envoyées sur un autre site PURFER (69) - 265 carcasses ont été envoyés chez Trentetris (38) <p>Ces deux établissements sont bien autorisés pour le traitement des déchets non dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Bordereau de suivi (carcasses, tonnages)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le livre de police a été consulté au format numérique. Les véhicules hors d'usage y sont inscrits avec le code spécifique F660. Par sondage il a été demandé à l'exploitant de fournir le bordereau de suivi correspondant au n° de ticket 1261690 (apport du 21/10/2024). Ce contrôle n'amène pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-45</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité déchets dangereux – Trackéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p>

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

Le centre VHU est inscrit dans Trackdéchets.

Les registres concernant les déchets dangereux exportés par l'inspection de Trackdéchets font état de :

- 20 BSD reçus pour 68,85 tonnes entrantes ;
- 44 BSD émis pour 321,15 tonnes sortantes.

D'après la base de données SYDEREP, le site PURFER de Mâcon a pris en charge 494 véhicules en 2024 dont :

- 162 issus de garages indépendants et autres professionnels de l'entretien,
- 331 issus de particuliers,
- 1 cas autre (association).

Or, d'après le registre consulté sur Trackdéchets les types de déchets dangereux :

- réceptionnés en 2024 sont exclusivement des batteries et accumulateurs,
- sortants en 2024 sont des batteries, acides de batteries, DEEE ménagers (froid et hors froid), eaux mélangées à des hydrocarbures.

Non-conformité : le centre VHU est bien inscrit dans Trackdéchets mais aucun VHU réceptionné ne dispose d'un bordereau de suivi VHU enregistré dans l'outil. Les véhicules apportés par toute structure disposant d'un SIRET doit être déclaré dans Trackdéchets (les particuliers n'étant pas soumis à l'utilisation de l'outil).

Par ailleurs, la déclaration annuelle 2024 effectuée dans l'outil GEREPE au titre de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 susmentionné n'indique pas de déchets dangereux entrants et 377,26 tonnes de déchets dangereux produites et expédiées.

Non-conformité : les déchets dangereux entrants doivent être déclarés dans l'outil GEREPE (il en est de même pour les déchets non dangereux). De plus sur les déchets dangereux sortants, il est

constaté un écart entre le registre Trackdéchets (321,15 tonnes sortantes) et GEREP (377,26 tonnes de déchets produites et expédiées)

Les bordereaux de suivi de déchets suivants ont été consultés par sondage à partir des registres de Trackdéchets, et n'appellent pas de commentaire particulier :

- BSD-20240108-27SD1YTDK (batterie au plomb - déchet entrant),
- BSD-20240305-9FMNVJVEZ (GEMF - gros électroménager froid - déchet sortant).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de faire créer par les producteurs de déchets, ou de créer un bordereau de suivi de déchets sur Trackdéchets pour tout véhicule non dépollué apporté par toute structure disposant d'un numéro de SIRET (hors particulier) ;
- de déclarer annuellement les déchets dangereux et non dangereux entrants dans l'outil GEREP ;
- d'expliquer l'écart entre les tonnages de déchets dangereux sortants déclarés dans l'outil GEREP et dans l'outil Trackdéchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Vérification de la conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.15

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets

Prescription contrôlée :

15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

Constats :

Le rapport de vérification de conformité centre VHU a été établi par la société AB Certification en date du 15/09/2025 suite à l'audit du 04/06/2025. Aucune non-conformité n'a été relevée. Certains point sont relevés comme non-applicables.

Non-conformité : le référentiel d'accréditation n'est pas mentionné sur le rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Taux de réutilisation et recyclage minimum des matériaux issus des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.11
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les informations relevées dans SYDEREP, l'établissement atteint les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - taux de réutilisation et recyclage : 3,45 % en hypothèse basse, et 4,11 % en hypothèse haute ; - taux de réutilisation et de valorisation : 5,01 %. <p>Les performances sont indiquées comme ne pas être cumulées avec celles d'un autre broyeur. Ces éléments n'appellent pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Entreposage des VHU avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :</p> <p>Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et des batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.</p> <p>[...]</p> <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p>

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
Constats : Le site est construit sur une dalle bétonnée unique reliée à un point bas. Les eaux de ruissellement sont acheminées vers un bassin muni d'un séparateur d'hydrocarbures. Les véhicules arrivant sur site sont entreposés sur une zone spécifique sur cette dalle. Le système d'entreposage n'appelle pas de commentaire particulier de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dépollution, démontage, découpage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Prescription contrôlée : Dépollution, démontage et découpage. L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries ... II. Opérations après dépollution : L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués. Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.
Constats : L'aire de dépollution est située dans un bâtiment en partie fermé situé sur la dalle unique du site. Trois murs sont systématiquement fermés, le quatrième est fermé la nuit, ce qui permet à la fois la protection des intempéries et l'aération de la zone. Aucune opération de cisailage ou de pressage n'est effectuée sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Gestion des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Prescription contrôlée : I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : [...] L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes : - pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage, d'éclairage et d'allumage est

<p>déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - un contrôle de sécurité des batteries de puissance est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ; - pour les véhicules hors d'usage accidentés : - les batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage et les batteries de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ; - après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, les batteries sont retirées des véhicules dès leur arrivée sur le site, il s'agit de la première opération de dépollution.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Entreposage des pneumatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Entreposage des pneumatiques :</p> <p>Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone d'entreposage des pneus est située dans une zone spécifique du site. Lors de l'inspection il a été constaté la présence de 40 à 50 m³ de pneus de voitures ou véhicules de petites taille (une benne et demie) ainsi qu'un stock de gros pneus (tracteurs, camions). Le stock présent le jour de l'inspection ne dépassait pas 100 m³, ni une hauteur de 3m.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Entreposage des pièces et fluides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :</p>

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du risque. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

Constats :

Le site ne récupère pas les pièces des véhicules après dépollution. Elles sont conservées dans les véhicules qui partent au broyeur.

Les fluides sont stockés dans le bâtiment où est effectuée la dépollution, dans des conteneurs fermés, sur rétention ou a minima sur la dalle du site avec une double enveloppe.

L'exploitant indique ne pas constater la présence de filtres et les condensateurs contenant des PCB ou PCT lors de la dépollution des véhicules.

Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

Non-conformité : en revanche les conditions de stockage des batteries ne sont pas conformes :

- les batteries classiques sont stockées sous un auvent (trois murs fermés sur quatre), dans des bacs plastiques non fermés ;
- les batteries au lithium sont stockées à l'air libre, dans des conteneurs plastiques, ne présentant aucune résistance au feu. Les conteneurs ne sont pas totalement fermés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité son système de stockage des batteries.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Empilement des véhicules dépollués

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41

Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain

Prescription contrôlée :

<p>IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :</p> <p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection 2 véhicules dépollués sont présents sur site, ce qui n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. Le site n'a pas mis en place de zone accessible au public.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>